

Production agricole vivrière à l'ouest Cameroun et vulnérabilités économiques des producteurs : le cas de la filière maïs et haricot dans le bassin de production des Bamboutos

Mawoh Gaétan, Sociologue
Nana Claudin Karim, Sociologue
Université de Dschang, Cameroon

[Doi:10.19044/esj.2024.v20n13p142](https://doi.org/10.19044/esj.2024.v20n13p142)

Submitted: 02 October 2020

Accepted: 28 May 2024

Published: 31 May 2024

Copyright 2024 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Gaétan, M., & Karim, N. C. (2024). *Production agricole vivrière à l'ouest Cameroun et vulnérabilités économiques des producteurs : le cas de la filière maïs et haricot dans le bassin de production des Bamboutos*. European Scientific Journal, ESJ, 20 (13), 142.

<https://doi.org/10.19044/esj.2024.v20n13p142>

Résumé

Le présent article analyse les dynamiques socioéconomiques qui ont cours aujourd'hui autour des filières agricoles maïs et haricot, qui sont plus que par le passé, des spéculations agricoles de choix dans le vivrier marchand à l'ouest Cameroun et plus particulièrement dans le bassin de production des Bamboutos à la suite de la déprise caféière. Cette recherche est basée sur une méthodologie essentiellement qualitative, fondée sur les entretiens semi directifs avec les producteurs agricoles et les commerçants, auxquelles sont combinées des observations directes dans les marchés et les espaces commerciaux (ruraux et urbains) où s'échangent ces produits agricoles. Il en ressort que l'agriculture vivrière est aujourd'hui au sein de ce bassin de production, une pratique généralisée dont les implications socioéconomiques les plus immédiates ne se limitent plus seulement au monde rural, mais on observe aussi une forte implication des citadins dans les pratiques agricoles notamment dans les filières maïs et haricot. Cependant, les producteurs de Haricot et Maïs, acteurs à la base de cette économie vivrière restent pourtant économiquement les plus vulnérables de la chaîne de valeur, cela au profit des acteurs à l'instar des transporteurs, des commerçants et activités connexes autour de la circulation commerciale des produits agricoles.

Mots-clés: Filières maïs et haricot, Bamboutos, économie agricole, vivrier céréalier, chaîne commerciale, vulnérabilités économiques

Food crop production in western Cameroon and economic vulnerabilities of producers: The case of the maize and bean sectors in the Bamboutos production basin

Mawoh Gaétan, Sociologue
Nana Claudin Karim, Sociologue
Université de Dschang, Cameroon

Abstract

This paper provides an analysis of the socioeconomic dynamics that exist today around the maize and beans agricultural sectors, which are more than in the past, prime agricultural speculation of food intended for sales in West Cameroon, particularly in the Bamboutos production area as a result of coffee plant depravity. This presentation is based on an essentially qualitative methodology, focused on semi-direct interviews with agricultural producers and traders, which are combined with direct observations in markets and commercial spaces (rural and urban) where these agricultural products are traded. It is clear from this that, food farming is now in this production area, a generalized practice whose, most immediate socio-economic implications are no longer limited to the rural world as tended until then to consider several scientific discourses on agrarian activities; but there is also a strong involvement of city dwellers in agricultural practices, particularly in the corn and beans sectors. However, bean and maize producers, who are the basic stakeholders in this food economy, remain the most economically vulnerable in the value chain, in favor of other actors such as transporters, traders, and related activities involved in the commercial movement of agricultural products.

Keywords: Corn and bean sector, Bamboutos, agricultural economy, cereal food, trade chain, economic vulnerabilities

Introduction

Une importante part de la production agricole est aujourd'hui intentionnellement spéculée pour la commercialisation en priorité dans les zones rurales, périurbaines et urbaines du Cameroun (Hatcheu, 2000 ; Kuété, 2012 ; Nodem, 2018). Les attentes liées à ces initiatives sont notamment

la réalisation de soi et surtout la cumulation des ressources financières pour répondre à d'autres sollicitations sociales telles que l'éducation, la santé, de même que les nécessités pour les réinvestissements agricoles saisonniers. L'agriculture est aujourd'hui davantage porteuse d'importants enjeux socio-économiques pour nombre de paysans d'une part (Keita, 2019 ; Mbondo et al., 2023), et pour les citoyens entrepreneurs agricoles d'autre part. Cependant, les « désordres » qui structurent les systèmes d'écoulement du vivrier se conjuguent aux déficits liés à la conservation et la transformation des denrées agricoles au Cameroun, entraînant de ce fait une domination d'autres acteurs du circuit agricole, au détriment des investissements et des possibilités de réalisation des gains économiques par les producteurs. À ces insuffisances, s'ajoute l'absence de contrôle des investissements¹, les faiblesses de mutualisation et de planification des efforts de production. Ce contexte vulnérabilise et fragilise davantage les investissements des producteurs, amenuisant d'emblée leur possibilité de réalisation personnelle et de satisfaction d'autres sollicitations dépendant essentiellement des revenus qu'ils escomptent de leurs activités agricoles.

Ces observations suscitent d'importants questionnements, consécutivement à l'importance de la production agricole dans les économies formelles et informelles nationales. Ainsi, comment le système économique des produits agricoles, particulièrement de la filière Haricot et maïs est-il structuré ? Quels sont les pratiques commerciales et économiques que favorise la structuration actuelle du marché de denrées agricoles ? Quelle est la dynamique des enjeux de la production agricole, pour les producteurs et pour les autres acteurs intervenant dans la chaîne de circulation et de consommation des produits qui en sont issus ? Comment les producteurs du bassin agricole des Bamboutos se réalisent-ils en contexte des défis économiques multiples liés à la faible organisation/ structuration des systèmes d'écoulement ? Le présent document propose des éléments de clarification à ces questions en s'appuyant sur les expériences des producteurs des filières maïs et haricot du bassin de production agricole des Bamboutos.

Méthodologie de la recherche

Les données analysées dans la présente étude sont collectées auprès de catégories diversifiées d'informateurs constituées des producteurs et des commerçants des filières agricoles maïs et haricot dans le bassin de production des Bamboutos. La méthodologie de l'enquête est essentiellement qualitative

¹ Le contrôle des investissements se rapporte littéralement ici à l'idée que les producteurs de maïs et de Haricot auraient à disposer d'un registre ou tout autre document à partir duquel sont tenues une comptabilité et une consignation systématique des ressources et des capitaux déployés pour la production ainsi que l'inventaire des revenus tirés de leurs activités ainsi que les usages qui en sont fait par la suite.

et repose sur la sélection des informateurs à partir d'un échantillonnage à choix raisonné. Le recueil des informations pertinentes s'est fait au travers des entretiens semi – structurés et des discussions de groupe dirigées. La pertinence des techniques de collecte sus mentionnées tient à leur capacité à fournir des informations permettant d'explorer plus profondément et plus richement le sens donné à leurs pratiques par les différents acteurs des filières maïs et haricot.

Dix – sept (17) Producteurs au total ont été rencontrés dans le cadre de cette recherche. Certains ont été rencontrés au Marché de la ville de Mbouda, principal point de convergence pour ceux venant de diverses localités rurales et périurbaines ; d'autres en revanche ont été entretenus auprès de différents ménages dans la même ville. Cette recherche a pour principales cibles les producteurs ruraux, les acteurs qui résident dans la ville de Mbouda et qui développent des activités de production dans les villages du département des Bamboutos. Dix (10) commerçants ont été entretenus. Il s'agissait principalement des grossistes et semis grossistes rencontrés *in situ* à l'intérieur du marché, précisément dans les lieux de commercialisation du Maïs et du haricot. D'autres, notamment les colporteurs ont été rencontrés dans les points de collecte à l'intérieur des quartiers. Plusieurs autres discussions informelles faites avec les commerçants et les producteurs avant, pendant et après la période de collecte de donnée ont fortement permis d'approfondir les connaissances empiriques sur l'objet de la présente étude.

Par ailleurs, les données recueillies ont été utilisées à partir de l'approche de l'analyse de contenus dans sa variante lexico – sémantique. De plus, l'exploitation de la littérature sur le vivrier marchand a contribué à élargir la discussion et mieux porter en débat les performances de commercialisation (Houinsou et al., 2019 ; Arnaud et al., 2023), de même que la capacité de production sociale des producteurs agricoles dans un contexte de complexité des rapports inter acteurs au sein de la chaîne de valeur commerciale du vivrier marchand.

Résultats de l'étude

Identification et caractérisation des ressources de production et de conservation

Le contexte de production agricole dans le bassin des Bamboutos, principalement constitué des exploitations familiales, dispose les acteurs à mobiliser d'importants capitaux matériels et financiers indispensables à la réalisation de la production.

L'achat ou la location de la ressource foncière.

La terre est une ressource principale de production agricole (Meli et al, 2017) pour laquelle deux statuts d'occupation différents ont été observés : les

propriétaires et les locataires. Les propriétaires le sont soit par héritage soit par achat propre. Ils sont dispensés du coût du foncier au moment où ils investissent pour la production agricole. Les locataires par contre supportent saisonnièrement ou annuellement un coût d'investissement plus élevé que prend en compte le coût du foncier en plus des autres ressources. Les terres mises en location sont celles appartenant à des personnes soit dans l'incapacité physique de produire du fait de leur âge avancé, soit des personnes éloignées et / ou occupées par d'autres activités. Ici, contrairement aux locataires, tous les propriétaires de terre ne sont pas forcément engagés dans la production agricole. Le foncier est donc *in fine* la ressource principale dont la valeur économique doit être répertoriée lorsqu'on évalue le coût d'investissement pour une campagne agricole, que ce soit pour le locataire ou pour le propriétaire.

L'achat des intrants

Dans le bassin de production des Bamboutos, l'agriculture, bien qu'étant très souvent de type familial, nécessite une mobilisation de certains produits et matériaux indispensables à la rentabilité escomptée. Parmi ceux-ci, les engrais occupent une place importante. Sa forte utilisation se comprend par la rareté des sols cultivables, l'absence de pratique de jachère ayant occasionné depuis près de 60 ans à une surexploitation des sols, et une forte densité de population concentrée sur un espace foncier réduit. Les plus utilisés sont les engrais chimiques pour la fertilisation et la croissance des plantes, ainsi que pour l'enrichissement du sol à moyen terme. Les prix varient en fonction de la composition chimique et vont jusqu'à 25 000 francs CFA par sac de 50 kilogrammes pour les engrais dits « complexes ». Les engrais organiques, issus des matières fécales animales provenant des activités des éleveurs sont très peu utilisés. Le prix le plus couramment pratiqué est celui de 3500 francs CFA par sac de 25 kilogrammes d'engrais organiques. Il convient de préciser que dans les deux filières, l'engrais est plus utilisé au moment de la production du maïs et un peu moins, parfois, totalement inutilisé dans la production du haricot. Mais il reste que les quantités utilisées pendant la saison principale pour la production du maïs sont considérées comme devant fertiliser le sol pour l'année entière y compris pendant la production du haricot.

En outre, aujourd'hui plus qu'hier, les herbicides sont utilisés dans la production du haricot ; le coût variant entre 3500 et 5000 francs CFA par litre. Ces derniers sont utilisés pour préparer le sol avant les semailles de haricots de contre saison. Les herbicides dits « de contact » sont appliqués pour détruire les herbes. Leur principe actif entraîne l'assèchement ou la pourriture progressive de celles-ci. Une productrice résidant en à Mbouda relève à cet effet que :

Nous produisons le haricot maintenant, tu peux même faire quoi sans brûler les herbes. Quand tu t'engages, il faut d'abord chercher l'argent tu achètes le gramozone, tu payes quelqu'un il brûle avec. Comme nos enfants sont encore petits, ils ne peuvent pas faire ça. Quand tu as les grands enfants, c'est là où ils peuvent aider leur mère à brûler, parce que avant on cultivait, mais maintenant on brûle seulement, c'était trop de travail avant là.²

Les herbicides sont utilisés en lieu et place du défrichage et du labour qui sont considérés comme étant plus pénibles en saison de fortes pluies ; le désherbage par herbicide se faisant entre août et septembre.

Après les récoltes, les producteurs sont tenus, pour un meilleur stockage de leurs produits, d'utiliser des insecticides tantôt liquides tantôt en poudre. Ces derniers sont des mesures barrières contre les insectes et les parasites dévastateurs des céréales en stockage.

Le transport de personnes et de produits agricoles

L'étalement des villes chefs-lieux d'arrondissement notamment Babadjou, Galim, Batcham et Mbouda est observé de façon inéluctable (Courade, 1999 ; Fongang, 2008). Le corollaire de cette croissance urbaine est l'accroissement démographique qui occasionne l'occupation progressive des espaces de proximité pour les pratiques agricoles. Par conséquent, les exploitations agricoles familiales sont de plus en plus éloignées des centres urbains. Cet éloignement a une incidence importante sur le coût de transport qui occupe aussi de ce fait un poids non négligeable dans l'inventaire des dépenses relative à la production agricole. Tous les 16 villages du département de Bamboutos sont des lieux de production du maïs et de haricot ; les plus réputés sont Bagam, Bamendjinda, Galim, Bati, Bamendjing, Batcham et Bangang. Les distances entre ces zones et la ville de Mbouda sont comprises entre 6 km et 33 km.³

Le coût du transport est fonction des villages, de la régularité de fréquentation des routes et de la praticabilité de celles-ci qui varie selon les saisons. Pendant la saison de pluies, les prix de transport sont relativement plus élevés par rapport à la saison sèche (Meli et al., 2019). En parlant du transport, il faut relever que ce dernier concerne les personnes mais aussi les produits agricoles. La cherté du transport est de fait exprimée dans l'acheminement des produits et concerne moins le transport des personnes. Le coût du transport d'une personne hormis ses bagages varie entre 200 et 500 francs pour les villages sus mentionnés. Le transport des récoltes agricoles maïs et haricot suivant la même logique de l'état des routes (Meli et al., 2019), varie entre 5000 francs et 80000 voire même 100000 francs. Les coûts les plus

² Entretien avec une productrice de maïs et de haricot à Bagam, et résidant à Mbouda – ville.

³ Sur la base des estimations satellitaires des itinéraires faits à partir de Google Map 2021.

élevés correspondent très souvent au transport du maïs de grande quantité et issue des zones les plus éloignées des habitations urbaines.

Certains producteurs exploitent des grandes parcelles sur les lesquelles ils récoltent le plein d'une camionnette de 7 à 8 tonnes voir même au-delà. Il faut noter que les producteurs de cette catégorie sont moins importants que ceux qui n'en produisent que la moitié d'une camionnette ou le tiers, et parfois moins. La grande majorité de ceux-ci produit des moyennes quantités pour lesquelles les coûts de transport varient entre 10000 et 40000 francs. Le transport du haricot se fait en saison sèche et les coûts associés sont moins élevés que ceux du maïs. À cette période, les routes sont asséchées et mieux praticables qu'en saison de pluies où se fait le transport des récoltes de maïs par les producteurs. Les quantités de haricot à transporter par producteur sont elles aussi moins volumineuses par rapport à celles de maïs, ce qui justifie que leurs coûts soient moins importants.

Une autre réalité qui rend le coût de transport très important dans la production agricole est la dispersion des parcelles exploitées sur plusieurs sites et parfois même dans plusieurs villages différents, éloignés les uns des autres. Pour la plupart des producteurs rencontrés, leurs investissements agricoles sont répartis au moins sur deux ou trois sites différents. C'est pourquoi un autre producteur affirme que : *« Tu vas facilement trouver le terrain où beaucoup pour faire les champs sur place. Si tu veux avoir même quelque chose jusqu'à être sûr que toute l'année les récoltes te donnent un peu de moyens, il faut que tu essayes de trouver les champs çà et là. [...] Le plus souvent c'est dans deux ou trois villages différents. Sinon tu vas faire comment »*⁴

Cette dissémination des parcelles exploitées dans des sites le plus souvent éloignés les uns des autres, entraîne évidemment une augmentation des dépenses en transport. Il faut bien comprendre sur cette question que le transport des récoltes se fait dans ce cadre, uniquement par les producteurs agricoles vivant en ville et exploitant des parcelles agricoles dans les villages environnants. Les autres producteurs ruraux installés dans leurs zones de production ne sont pas soumis à cette contrainte de transport du rural vers l'urbain, sauf pour une catégorie très réduite de ruraux qui vendent leur production directement en ville.

La rémunération de la main d'œuvre agricole

Étant donné que de nombreuses familles exploitent des superficies relativement grandes, avec un travail de la terre basé sur le labour du sol et le sarclage – buttage qui exigent une forte mobilisation de la force physique, il y a

⁴ Entretien avec une productrice au sein de son ménage au quartier Nylon à Mbouda le 15 juin 2020.

aujourd'hui un important recours à la main d'œuvre rémunéré. Celle-ci se joint le plus souvent à la force de travail familiale. Mais il est important de préciser que dans plusieurs ménages de la ville de Mbouda, la progéniture des producteurs qui jadis constitua la main d'œuvre familiale est, soit très diminuée, soit quasi absente aujourd'hui du fait de son déplacement dans d'autres métropoles pour des raisons diverses (scolaire/ académique, professionnelles, conjugales). À l'instar de celle-ci, plusieurs producteurs affirment cet effet que :

Seulement quand tu as beaucoup d'enfants sur place que tu peux dire que chaque fois ils viennent aider. Sinon, comme maintenant, ils sont tous partis. Certains chez leurs maris, d'autres à l'université. Donc pour faire le champ tu es obligé de chercher le pambè⁵ tu payes et ils travaillent. Et même comme j'ai mon petit commerce ici, est que je vais tout abandonner pour aller durer au champ ? Non, je préfère moi chercher quelqu'un, les gens je leur paye, ils travaillent vite et je rentre moi.⁶

La main d'œuvre est sollicitée à diverses étapes du processus de production agricole (Foutem, 2022) : pendant le désherbage, y compris pendant l'application des herbicides pour la préparation du sol en vue des cultures de contre saison ; pendant le labour, les semailles, le sarclo – buttage et pendant les récoltes. Selon des pratiques communément adoptées, le coût d'une journée de travail couramment appelé « *pambè* » s'élève en moyenne à 2500 francs par jour. Mais il y a des nuances importantes car pour certain, le paiement se fait en fonction d'une tâche précise. Il peut s'agir d'une parcelle de terre à cultiver entièrement contre une somme pour laquelle le producteur et le travailleur conviennent suivant un contrat informel de gré à gré du montant à payer. Le recours à la main d'œuvre pour les semailles se fait généralement pendant la mise en terres du haricot de contre-saison notamment pendant le mois de septembre. Le paiement se fait dans ce cas en fonction du nombre de seaux plantés.

À la fin de la production, le maïs est transporté en épis dans les ménages. Tandis que le haricot est collecté, battu et vanné. Seules les graines prêtes à la consommation ou à la commercialisation sont ramenées du champ. Le haricot et le maïs font partir des habitudes de consommation alimentaire des populations au sein du bassin de production des Bamboutos. De ce fait, la production est premièrement faite dans l'optique de satisfaire directement les besoins d'alimentations. Mais, il est évident que d'autres besoins se posent avec acuité au sein des ménages de producteurs et qui nécessitent que ceux-ci

⁵ Le *pambè* renvoie dans le contexte de cette étude à une activité de travail champêtre rémunéré à la tâche ou en fonction d'un prix fixé pour chaque journée de travail. Il est pratiqué en fonction de l'importance des superficies exploitées.

⁶ Entretien avec une commerçante et productrice de maïs et de haricot dans les villages environnants Bati, à Bametim et à Bangang effectué le 1^{er} juin 2020.

mobilisent des capitaux financiers pour les résoudre. La commercialisation des produits agricoles, notamment le maïs et le haricot participent considérablement à la satisfaction de ces nécessités.

Le producteur agricole face aux nécessités multiples de « production sociale »

Si la pratique de l'agriculture est très fréquente dans le quotidien des populations du département des Bamboutos, y compris même ceux exerçant d'autres professions salariales formelles, il convient de relever que l'autosuffisance alimentaire n'est pas la seule finalité de l'agriculture. La commercialisation de ces denrées est aussi une ambition qui existe avant que le processus de production ne soit entamé. La rationalité qui prévaut aujourd'hui est celle de produire pour consommer, mais aussi pour vendre, et parfois même, vendre sa production plus qu'on la consomme.

Économie informelle, les parts spécifiques des économies agraires et non agricoles

La faible disponibilité des emplois à l'échelle nationale, se répercute dans les modes de vie des populations tant dans les zones rurales que dans les milieux périurbains et urbains. Il est observé chez la plupart des acteurs, toutes catégories confondues, un investissement dans les petits commerces, lesquels constituent les principales opportunités de génération des revenus. En dehors des petits commerces, les principaux producteurs s'investissent dans d'autres métiers de prestation des services rémunérés notamment la couture, la coiffure, la menuiserie-ébénisterie-charpenterie, le transport par moto taxi, le lavage des engins roulants etc. Kuété en analysant les défis de l'agriculture après la crise caféière dans le même bassin de production des Bamboutos fait le même constat en ces termes :

La logique de diversification des sources de revenus se fait dans deux directions : la généralisation de la pluri activité. Les activités non agricoles font recette (petit commerce, artisanat et surtout développement en zone rurale de certaines activités que monopolisait la ville : réparations diverses, construction, etc.) [...] (2012 : 270)

Par ailleurs, les petits commerces effectués dans les marchés se font en parfaite association avec la pratique des activités agricoles. Il y a un enchaînement cohérent et quasi automatique entre les déploiements des producteurs dans les activités agricoles, suivant les rubriques du calendrier agricole et la poursuite des activités commerciales. Le séjour dans les plantations est fonction de leur éloignement, de leur superficie exploitée, de la main d'œuvre mobilisée et surtout de l'étape de la production concernée. Pendant les labours et le buttage, les producteurs mettent plus de temps dans les plantations éloignées de la ville. Entre 2 et 7 jours. En saison de récoltes,

le temps de séjours est moins long pour la plupart des producteurs. Compte tenu de leur proximité avec leurs plantations, certains producteurs, notamment ceux des zones Bagam, Bamendjinda font des navettes entre leurs domiciles et la plantation, soit continuellement sur une période, ou avec des intermittences, jusqu'à ce que l'activité concerné soit achevée. Cela nécessite parfois des déplacements à pied ou à moto.

En outre, si l'on exclue l'évidence et la presque parfaite corrélation des ruraux avec la pratique de l'agriculture, il convient ensuite de préciser que la grande majorité des populations résidant la ville de Mbouda disposent d'un champ de spéculations agricoles. En fait, trois personnes sur cinq rencontrées dans la ville affirment disposer d'un champ peu importe leur statut d'occupation sur les terres en question. Ces personnes sont de profils très variés. Il en est de même pour les « débrouillards », les enseignants salariés, les chauffeurs, les ménagères, des grands commerçants et tous autres prestataires de services. La pratique de l'agriculture est considérée désormais comme un allant de soi dans les modes de vie de populations dans ces localités. « *Même le fonctionnaire aujourd'hui fait le champ* » ; tels sont de sortes de propos universels qui remontent de Fongang (2008) et qui sont encore ressortis des enquêtes de terrains menées (2020) pour la présente étude. La production agricole pour la consommation est commune à tous les ménages, mais, la production pour la commercialisation et la rentabilité financière est plus accentuée pour d'autres familles. Il s'agit à cet effet de celles où les autres activités non agricoles sont secondaires et peu profitables ou inefficaces en termes de gains financier et de contribution pour satisfaire les nombreuses attentes sociales et économiques.

De la consommation à la commercialisation de la production agricole des céréales-maïs – haricot : les producteurs dans « l'entre deux »

Produire pour vendre, telle est la première intention qui anime certains producteurs au profil spécifique. Parler de produire ne revient aucunement ici à occulter le fait que la production agricole vivrière est avant tout fortement consommée dans les ménages. La production des céréales et plus précisément du maïs et du haricot n'échappe pas à cette règle. D'ailleurs, ces deux produits sont plus présents dans les habitudes de consommation, les pratiques socioculturelles et le fonctionnement des regroupements de solidarités traditionnelles qui ont cours au sein des communautés et des regroupements à affinité tribale tant rurales qu'urbaines. Le couscous de maïs, la bouillie de maïs, le « *cornchaff*⁷ », le « gâteau – maïs », le maïs braisé, le maïs bouilli, le haricot pilé avec diverses tubercules et racines alimentaires, le haricot rôti

⁷ Le « *cornchaff* » est un néologisme se rapportant à un repas camerounais fait à base d'un mélange de maïs et de haricot bouilli au préalable et ensuite rôti.

accompagné de la bouillie de maïs et des beignets de maïs, ou de blé ; sont quelques usages alimentaires locaux des deux céréales. En outre, plusieurs autres pratiques sociales et culturelles diverses nécessitent la mise à disposition de maïs et de haricot pour l'accompagnement et la solidarité. Il s'agit notamment de l'assistance symbolique à une personne endeuillé ou organisant de funérailles commémoratives, la visitation d'un nouveau-né, la cérémonie de dote entre autres.

De même, plusieurs économies locales de restauration procèdent à des formes d'association diverses du haricot et du maïs y compris avec d'autres aliments. Il s'agit notamment des sortes de fastfood traditionnels communément appelé « beignet haricot bouillie (BHB) », de la vente ambulante de nourriture (riz + haricot, *cornchaff*, pommes pilées avec haricot, maïs frais braisé, maïs frais bouilli, etc.). Cette économie fait partir des quelques initiatives de transformation locale de maïs et de haricot. Ces activités de restent assez résiduelles dans l'économie agricole puisqu'elles sont peu pratiquées et ne concernent qu'une infime part des producteurs ou d'entrepreneurs commerciaux.

Suivant leurs besoins, des plus spontanés à ceux connus à l'avance, un nombre important de producteurs de maïs et de haricot pratiquent la vente de leurs denrées. Les ventes sont faites en fonction des quantités de production disponibles, mais aussi et surtout en fonction des nécessités financières qui varient selon nécessités périodiques des producteurs. Le maïs et le haricot sont plus commercialisés par les producteurs en période de rentrée scolaire où les défis d'achat des fournitures scolaires et de règlement des frais divers liés à la scolarisation se manifestent avec la plus grande acuité. Cette période est considérée par tous les acteurs de la chaîne des produits agricoles comme celle d'abondance pour le maïs et de rareté pour le haricot. C'est ce qui explique que les prix de maïs sont au pic décroissant/négatif tandis que ceux du haricot à la même période connaissent généralement un pic croissant / positif.

Après cette période de reprise de classe, généralement considérée comme la plus exigeante en ressources économiques pour les parents/producteurs, il s'en suit celle des festivités marquant la fin d'année. Les produits agricoles sont à ce moment fortement commercialisés par la plupart des producteurs pour assurer à leurs familles de meilleures réjouissances de fin d'année. C'est à cette période que les récoltes de haricot de contre saison se font aussi pour assurer toutes les dépenses liées à la production du haricot en « saison régulière ». À cette période également il y a abondance de la production et les prix de haricot sont au pic négatif, tandis que les prix de maïs se stabilisent. Il est important de préciser que la production de haricot de contre saison, dite de « saison sèche » est la plus rentable de l'année pour les producteurs du bassin agricole des Bamboutos.

Entre la période allant du début des labours à la fin de la période des semis, généralement de janvier à mars, les ventes se font pour financer la préparation de la saison agricole nouvelle⁸. À partir d'avril, la commercialisation des produits se fait de sous fond de « *solde – grenier* » et de collecte des fonds d'investissement agricole pour l'achat des intrants de production comme les semences⁹ et les engrais organique et chimique, le transport entre la ville d'habitation et les sites de production. Il est à noter aussi que cette description ne traduit qu'une tendance majeure qui s'observe chez la plupart des producteurs. Toutefois, il n'en demeure pas moins que certains producteurs, pour des raisons de santé, de deuil, ou toute autre situation imprévue et spontanée, vendent des parts de leur produit quel que soit la période pour répondre à la sollicitation manifestée. La production de maïs et haricot est aujourd'hui fortement tournée vers la commercialisation, sous l'impulsion des contraintes économiques grandissantes et surtout du grand renfort que ces vivres constituent pour les économies des ménages du bassin de production des Bamboutos. Vue sous l'angle du producteur, le marché semble plus compréhensible, mais à partir de l'intégration de tous les acteurs en présence, la saisie des logiques et des enjeux du marché devient plus complexe. Il reste tout de même clairement visible que la production est destinée à la vente dans une première intension et se faisant, elle est également consommée. Pour une part considérable des producteurs aujourd'hui, les proportions consommées tendent à s'amoinrir par rapport à celle commercialisées.

Le vivrier marchand, pratiques de marché et rapports de force

La production de maïs et de haricot dans le bassin agricole des Bamboutos est aujourd'hui fortement à visée commerciale. Plusieurs acteurs non agricoles sont présents dans la circulation des produits vivriers et participent à structurer et à définir un modèle particulier de production des ressources économiques à partir des échelles de vente de maïs et de haricot.

Construction d'une chaîne de valeur commerciale sur les produits vivriers

La commercialisation des produits issus des récoltes est devenue courante chez les producteurs qui sont en permanence mis en défi à travers des sollicitations sociales diverses. Les ventes se font à toutes les périodes, même si certaines enregistrent une intensité plus importante. La fréquence de plus en

⁸ Cette pratique est connue en agronomie ou en économie agricole sous le vocable de « *réinvestissement* »

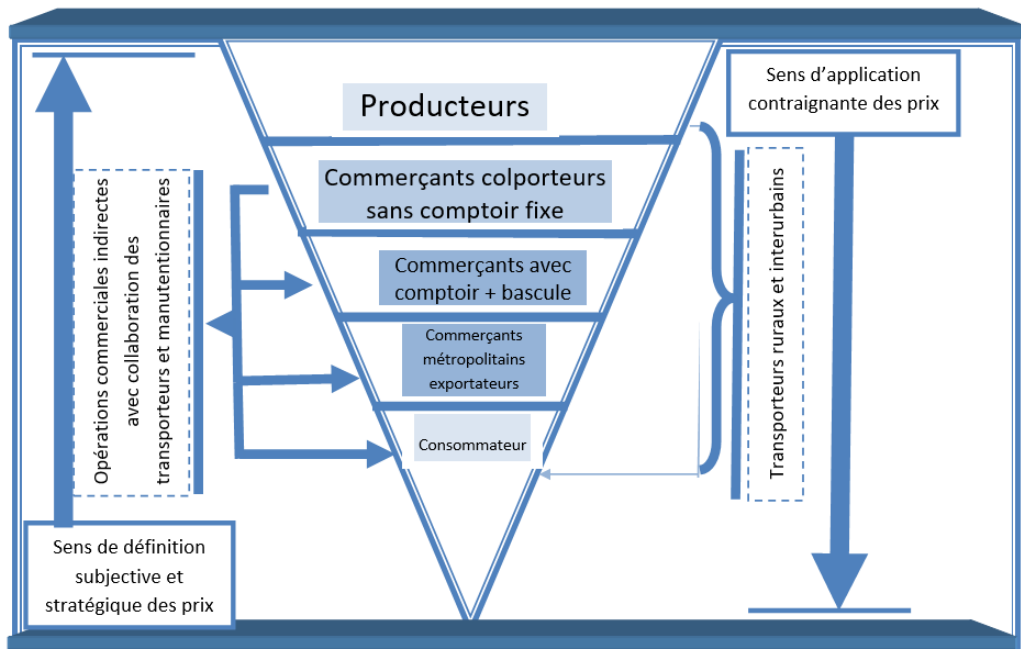
⁹ L'achat des semences se fait par une catégorie très réduite de producteurs qui soit ont vendu toute leur production sans prévoir les quantités à réinvestir, soit par ceux qui investissent une nouvelle semence à chequ nouvelle saison ou après un certain nombre d'années. Parfois il s'agit aussi de l'expérimentation d'une nouvelle semence améliorée disponible sur le marché.

plus accrue des ventes occasionne le développement d'une importante économie d'achat et de revente de maïs et de haricot, ce qui diversifie le visage du « *Bayam –Sallam* » (Meli et al, 2019).

La plupart des producteurs acheminent de leurs produits au marché en « rang dispersé », chacun y allant selon les qualités et les quantités disponibles, la nature de ses besoins, et en fonction de l'urgence de la nécessité. La commercialisation du maïs et de haricot se fait tous les jours compte tenu de la disponibilité permanente de ces produits ainsi que des acheteurs. La chaîne des revendeurs est constituée de deux grandes catégories à savoir : ceux qui se positionnent sur l'avenue commerciale ou dans les intersections à l'intérieur des quartiers de la ville pour acheter directement les petites quantités, ces derniers sont ici dénommés « colporteurs » et ils sont sans comptoir fixe. Dans cette même catégorie, on peut identifier ceux qui se déplacent dans les villages environnant à la ville de Mbouda pour collecter auprès des producteurs résidents ruraux les quantités de production qui sont acheminées en ville et revendues auprès d'une autre catégorie d'acheteurs.

Cette deuxième catégorie est faite de ceux qui contrôlent le marché des vivres - céréales. Il s'agit des « gros acheteurs » qui entretiennent des rapports étroits avec les exportateurs et les principaux consommateurs de maïs comme les grands éleveurs ou les sociétés de transformation du maïs à l'instar de la société camerounaise de provenderie (SPC). Les grands restaurateurs et les ménages des grandes métropoles sont aussi d'importants consommateurs des denrées vivrières haricot et maïs vers qui des quantités relativement grandes achetées au marché de Mbouda sont destinées. C'est ce qui justifie donc la mise en place d'un grand réseau commercial d'échange du plus grand volume de produits agricoles entre les colporteurs, les semi – grossistes et les grossistes « bayam sallam » de Mbouda (intra urbain) d'une part et entre les grossistes « bayam sallam » de Mbouda, et ceux de Douala, de Kumba, du Gabon, du Congo entre autres (inter urbain) d'autres part.

Représentation de la chaîne de valeur commerciale de la filière maïs et haricot en fonction de la mixité d'acteurs du système de marché au sein du bassin de production agricole des Bamboutos



Source : Enquêtes de terrain de 2019 à 2020

En se basant sur les illustrations mises en évidence par le schéma ci-dessus, le circuit commercial des produits vivriers dans l'ensemble et précisément du Haricot et du Maïs est opérationnalisé par les pratiques marchandes organisées tel que suit :

- Les producteurs ruraux et urbain qui vendent soit aux commerçants colporteurs en se rendant à proximité des habitations rurales ou urbaines, soit au semi - grossistes en se rendant dans les marchés urbains (Mbouda, Batcham, Galim, Babadjou).
- Les commerçants mobiles, « colporteur » qui ont pour principaux itinéraires les quartiers urbains éloignées du marché et les villages environnants de la ville de Mbouda. Ces derniers achètent le maïs et le haricot directement aux producteurs qui sont soucieux de se dispenser des frais de transport le plus souvent élevé à cause de la mauvaise qualité du réseau routier, des frais de manutention et même des taxes diverses imposées par les agents des municipalités (Houinsou et al, 2019). Cette pratique est récurrente et concerne le plus souvent les producteurs qui font face à un besoin financier pour répondre à une nécessité ponctuelle.

- Les commerçants fixes, qui « achètent en gros, semi - gros et en détail » sont ceux qui écoulent les plus grandes quantités de denrées. À cet effet, le maïs est vendu en grande quantité, notamment en centaines et en milliers de sacs à des « grands clients » qui sont souvent des fermiers, compte tenu de l'importance de l'entrepreneuriat pastoral dans la filière volaille qui est fortement consommateur du maïs. La même denrée est aussi revendue suivant les mêmes quantités à des entreprises de transformation du maïs, associé à d'autres produits d'essence végétale pour la fabrication des provendes animales diverses. Il est dans ce cas question des sociétés installées pour la plupart dans les grandes métropoles (Bafoussam Nkongsamba, Douala). C'est à la même échelle commerciale que les grands producteurs de maïs interviennent. « Ici à Mbouda, on connaît déjà, c'est Désiré qui vend parfois même si tu veux 100 sacs de maïs il peut de fournir à l'instant même »¹⁰ rappelle d'ailleurs un commerçant.

En ce qui concerne le haricot dans la même catégorie commerciale, les plus grands acheteurs viennent des villes éloignées tel que Douala, Yaoundé, Kumba, mais aussi des pays voisins du Cameroun tels que le Gabon, le Congo et la République Centrafricaine. L'achat de cette denrée est essentiellement destiné à satisfaire des demandes multiformes exprimées dans le domaine de la restauration et du soutien alimentaire pour les ménages urbains. Les dynamiques économiques autour du haricot sont donc moins fluides et moins intenses que celles qui concernent le maïs.

La définition des prix est faite par les acteurs commerciaux dépositaires de d'importants capitaux d'investissement. Les producteurs quant à eux subissent de façon passive les prix qu'imposent les commerçants. Les transporteurs, du fait de leur implication dans toutes les étapes de la circulation des produits, constituent ainsi un maillon important de l'économie du vivrier céréalier.

Acteurs du commerce des vivres maïs -haricot et logiques économiques plurielles et inégalitaires

La commercialisation du maïs et de haricot dans le bassin de production des Bamboutos entraîne un important enchevêtrement d'intérêts et d'objectifs de la part d'une pluralité d'acteurs impliqués dans cette activité. Ainsi, plusieurs mécanismes de d'optimisation des ressources économiques se sont développés au fil des années autour du commerce du vivrier céréalier.

¹⁰ Entretien avec un commerçant de maïs au marché de Mbouda au lieu-dit « rue maïs » mai 2020.

Cette catégorisation des parties prenantes se dessine également sur le modèle des.

Au départ du jeu commercial, les producteurs

Les producteurs sont les premiers au départ de l'action commerciale sur le vivrier marchand (haricot et maïs). Ce sont eux qui initient le jeu commercial. En cherchant des réponses aux défis sociaux nombreux qui s'imposent quotidiennement à eux, ils mettent à disposition les ressources agricoles produites et c'est sur la base de celle-ci que débute divers échanges et opérations de génération des revenus. Il est communément observé chez les producteurs aujourd'hui une commercialisation de la plus importante quantité de production. Ainsi affirme une productrice,

Tu vois presque tous ceux qui font les champs c'est toujours pour vendre même si c'est un peu. Quand quelqu'un produit même si c'est 10 grands sacs de maïs, ou bien même 15 seaux de haricot, il va tout manger ça ? Il va toujours quand même vendre une quantité pour résoudre d'autres problèmes.

Le transport rural dans l'économie de l'acheminement du vivrier céréalier

La pratique des cultures vivrières céréalières de type maïs et haricot se faisant la plupart du temps dans les villages reculés du point focal de convergence qu'est la ville de Mbouda, les acteurs du transport rural interviennent fortement dans l'acheminement des produits après les récoltes. Ces acteurs ont une influence importante dans l'économie agricole. Que ce soient les producteurs urbains - migrants agricoles saisonnier - qui acheminent les récoltes en ville pour la consommation et la vente, ou les commerçants revendeurs qui se rendent dans les villages environnants pour s'approvisionner, la nécessité de transport se fait indispensable. Compte tenu de la vétusté et de la détérioration de la plupart des routes rurales du bassin de production de Bamboutos qui les rendent difficilement praticables, le coût du transport est parfois très élevé. (Meli et al, 2019)

Le transport rural de maïs et haricot, notamment lors des récoltes, se fait saisonnièrement, entre le mois de juillet et de septembre pour le maïs ; et de décembre à février pour le haricot. Une importante économie est ainsi développée dans le transport des céréales (maïs et haricot). Il constitue ainsi une dépense pour les investisseurs de la production et les acteurs du commerce. De même, ce domaine de transport s'est érigé depuis des décennies en une véritable opportunité de génération des revenus pour les acteurs du transport local sur les itinéraires de l'urbain vers le rural et inversement. Suivant les contraintes de cette activité, un commerçant rappelle que : « *On réussit néanmoins à faire sortir les marchandises. Mais en saison de pluies, on a des difficultés et ça crée des retards dans les livraisons. Si le produit est*

périssable, la marchandise va périr. [...] Maintenant pour les villages environnants, le prix de transport peut être 1000 à 1500 (par sac de 250 kg). Ça dépend de l'état de la route. »¹¹

Le transport de maïs et de haricot se fait autant par les bicycles motorisés que par les voitures de type taxi, mini bus, camionnettes et camion et en font l'une des chaînes de transport local et rural des plus diversifiées du Cameroun. L'économie agricole du vivrier céréalier se comprend aussi fortement par les économies de transport qui se sont développées tout autour.

Des commerçants aux facettes et capitaux multi-échelle.

Les commerçants, selon leurs niveaux d'investissement, constituent le troisième palier de la chaîne économique de transmission et de circulation du vivrier céréalier marchand. Ceux-ci achètent auprès des producteurs ou auprès d'autres commerçants pour revendre et maximiser leurs gains.

Une autre pratique récurrente consiste à acheter, stocker et attendre une période de hausse des prix pour optimiser les profits. « *Pendant la période d'abondance, le prix ne peut pas augmenter parce que les gens font la spéculation. Ils achètent, ils stockent, pour vendre quand le prix a augmenté. Quelqu'un peut avoir ses 10 millions, il achète, il garde.* »¹². Cette spéculation est une pratique courante dans le commerce de maïs et de haricot qui se fait au lieu-dit « *rue maïs* » où des sacs de maïs sont achetés en période de bas prix et entreposés dans les magasins en attente de la période où les prix sont favorables à des meilleures performances économiques. L'intensité des achats est fonction des capitaux d'investissement dont disposent les commerçants. Ils participent fortement en période d'abondance à rabaisser le coût de ces produits agricoles.

En outre, la chaîne commerciale est de fait étendue aux principaux acheteurs. Il s'agit notamment des commerçants « *bayam sallam* » venant des grandes métropoles ainsi que des pays frontaliers au Cameroun. Ces derniers achètent en grande quantité notamment à raison des camions de douze à vingt tonnes. Ces quantités sont acheminées principalement à Douala, à Yaoundé, à Kumba, en Guinée Équatoriale, au Gabon, au Congo et en Centrafrique, où ils y sont revendus à des prix plus élevés. Les propos d'un des principaux grossistes de maïs du marché de Mbouda font observer que : « *Étant donné que le marché de Mbouda est un centre commercial, comme Foubot, ce qui fait que il y a beaucoup de bayam sallam à Mbouda. C'est une ville où beaucoup de bayam sallam des autres régions viennent se ravitailler. Les*

¹¹ Entretien avec un commerçant grossiste au marché de Mbouda au lieu-dit « Rue maïs ». Rencontré le 8 juin 2020.

¹² Entretien avec un commerçant au lieu – dit « rue maïs » ». Rencontré le 8 juin 2020.

autres viennent même des pays voisins Gabon congo etc. »¹³. Le bassin de production des Bamboutos est en effet un principal grenier de ravitaillement national et international.

Politiques aléatoires et subjective de prix et inégalités économiques

Les prix de maïs et de haricot et plus généralement ceux des produits agricoles vivriers ne font jusqu'ici l'objet d'aucune homologation par les pouvoirs publics. Il y a à cet effet un grand arbitraire commercial qui se développe et fait constater une fluctuation permanente des prix de ces denrées, au gré des détenteurs principaux de capitaux que sont les grands acheteurs/revendeurs locaux et les grands acheteurs et revendeurs métropolitains. Les producteurs sont ainsi passifs dans toute dynamique relative aux prix de vente des produits. Cette situation traduit une absence de compétition entre les investissements des producteurs ruraux et ceux des commerçants revendeurs qui de manière volontaire ou involontaire caractérise l'inconscient économique collectif sur ce marché.

Les manutentionnaires autour du transport et du commerce des céréales – maïs et haricot

La chaîne commerciale des acheteurs est rendue opérationnelle par des activités informelles et intermédiaires multiples des manutentionnaires. Encore appelés « gros bras » par une importante majorité, leurs tâches principales consistent à mélanger les céréales de moyenne et de haute qualité ; mesurer et charger ces céréales dans des sacs de grammages divers ; et de les entreposer soit dans des magasins de stockage, soit dans les camions pour acheminement. Ces activités se font quotidiennement dans les marchés urbains et ruraux. Elles s'intensifient suivant les saisons commerciales, notamment celles de fort déstockage ou de fort approvisionnement du marché de Mbouda en périodes de récoltes.

Discussion : Vers une vulnérabilité économique des producteurs de la filière Maïs et Haricot

La pluriactivité et la diversification des sources de revenus constituent la plus manifeste et la plus réaliste des stratégies de riposte locale face au déficit d'emploi formel. Il est d'ailleurs caractérisé par sa capacité à précariser les populations et à les exposer à la pauvreté. Toutes les initiatives génératrices de revenus qu'elles soient permanentes ou ponctuelles, entrent ainsi dans la grande « débrouillardise » (Ela, 1983). Celle-ci permettrait à leurs initiateurs de répondre localement à des nécessités et sollicitations socio-économiques multiformes auxquels ils font face. La possibilité de réaliser plusieurs activités

¹³ Entretien avec un commerçant grossiste au marché de Mbouda au lieu- dit « Rue maïs ». Rencontré le 8 juin 2020.

est plutôt limitée chez la plupart des acteurs engagés dans la production agricole des filières concernées. En plus, quand bien même il est observé des efforts dans ce sens, la précarité, l'irrégularité et la modicité des revenus issus d'autres activités font que l'activité agricole reste le principal pilier des économies familiales.

L'agriculture est aujourd'hui partie intégrante de cette économie sociale de subsistance (Agbota et al., 2023). Une importante commercialisation et une minimale consommation de la production agricole est observée dans la plupart des pays subsaharien et notamment à l'ouest Cameroun. (kuété, 2012, 253). La culture de maïs et de haricot constitue une activité qui occupe aujourd'hui une place primordiale dans l'économie tant rurale qu'urbaine. La lutte contre la pauvreté prend dans ces deux espaces des visages variés. S'il est avéré que le producteur vend plus qu'il ne consomme, la compréhension de cette action nécessite par contre une prise en compte de logiques plurielles.

Une préoccupation importante au regard des logiques actuelles du marché serait de savoir pourquoi les producteurs vendent leurs produits même pendant les périodes où les prix sont au plus bas. Le regard porté sur l'économie agricole donne de constater que pendant les périodes où les nécessités financières s'expriment le plus, il ne reste souvent chez le producteur que ses récoltes comme unique moyen pour y répondre de façon plus autonome. Cela se comprend bien avec les exploitations agricoles familiales qui parfois disposent de peu d'espace de spéculation, et où la réponse à plusieurs sollicitations sociales ne repose que sur l'économie agraire (Fongang, 2008). La pauvreté et la précarité sociale basée sur les inégalités, relevant des investissements, agricoles observées particulièrement chez les producteurs urbains aujourd'hui prolongent l'incertitude et la vulnérabilité déjà évidentes dans la paysannerie agricole rurale (Ela, 1990).

Considérée comme étant un véritable gisement économique et principal levier de lutte contre la pauvreté au lendemain de la crise caféière des années 1980 – 1990, la production vivrière, notamment celle de maïs et de haricot, rencontre aujourd'hui d'autres formes de défis. Ceux-ci limitent les possibilités des acteurs qui s'investissent principalement dans le vivrier marchand de pouvoir répondre efficacement aux besoins sociaux fondamentaux dont la satisfaction dépend fortement aujourd'hui des revenus agricoles. Ce constat rejoint celui fait par Eبالا qui relève à cet effet que le vivrier marchand peine à servir véritablement de levier dans la lutte contre la pauvreté, « *une situation qui se justifie sans doute par l'environnement toujours précaire dans lequel évoluent la production et la commercialisation des cultures vivrières* » (2017 : 75)

Difficulté de régulation de la commercialisation et permanence des inégalités sur les prix de haricot et de maïs

Les acteurs commerciaux développent de différentes façons la plus – value sur les produits qu’ils achètent parfois à des prix plus bas. Il est ainsi difficile pour le producteur de contrôler la rentabilité effective de son investissement. Par contre, les commerçants, surtout ceux qui de par l’importance de leurs capitaux, se situent au sommet de la chaîne commerciale, organisent le marché pour optimiser leurs gains. La précarité et la pauvreté qui sont le plus souvent à l’origine des ventes non coordonnées et irrégulières de leurs produits ne sont pas de nature à favoriser chez les producteurs une harmonisation des prix. De même que la quasi – inexistence des organisations paysannes pour les filières maïs et haricot pourrait expliquer l’absence de leur implication dans la définition des prix. Ceci est d’autant plus vrai que le regroupement en organisations paysannes des producteurs d’autres filières agricoles notamment maraichère s’est révélé être d’un grand atout pour l’influence des producteurs dans la fixation des prix de production au niveau local. Kuété reprenant Guillerrou et Kamga considère que :

la multiplication des nouvelles organisations paysannes (groupe de producteurs et union) comme un des phénomènes les plus marquants, qui mettent en place des formes de coopération souples et égalitaires, expérimentent de nouvelles cultures ou activités et cherchent à renforcer leur position sur le marché (2012 : 275)

Ainsi, l’absence de mutualisation des producteurs ou d’organisations paysannes dans cette filière constitue une faiblesse qui est de nature à renforcer davantage leur insécurité et leur marginalisation relativement à la rentabilisation des investissements en ressources de production. Le vivrier marchand de la filière maïs et haricot est aujourd’hui dans le bassin de production des Bamboutos, comme partout à l’Ouest d’ailleurs, un secteur qui concentre une pluralité d’acteurs, ce qui rend compte d’une carte assez complexe des pratiques et des interactions sociales et économiques autour de la production desdites denrées. La grande diversité des acteurs engagés dans l’économie agricole à l’Ouest Cameroun se comprend bien par cette explication de Kuété lorsqu’il affirme que :

La grande nouveauté dans la filière « vivrier marchand » est l’organisation et la hiérarchisation, quasi spontanée du circuit de distribution nécessitant d’une nombreuse main – d’œuvre à la fois féminine et virile. (Collecte, transport et commercialisation) : domaine dont la femme a fait son pôle d’excellence. Les réseaux de solidarité, les liens d’affaires se nouent entre commerçants et commerçantes des villes, les transporteurs d’une part et les producteurs, les collecteurs sur les marchés des villages et les équipes de chargeurs d’autre part. » (2012 : 253)

La structuration de l'économie agricole, portée par la pluralité d'acteurs sus – cités, est fortement dominée par les commerçants dépositaires de grands capitaux.

Les transporteurs constituent aussi une branche influente de l'économie agricole, tant il est vrai que ces derniers influencent de façon inconditionnelle la circulation inter – marché des produits vivriers marchands. La définition des prix de transport, en plus d'être une stratégie de collecte maximale des bénéficiaires, constitue un facteur important de définition des prix des produits eux même tant dans les marchés ruraux de proximité que ceux urbains. La logique du prix d'achat dans le marché rural tient compte du coût de transport qui s'en suivra. De même, la logique du prix d'achat dans les marchés urbains se fonde dans la plupart des cas sur les dépenses en transport qui devront s'en suivre pendant la circulation interurbaine. De même que les prix de vente dans les métropoles se fondent sur la nature des investissements en transport ayant précédé. Il est tout aussi indéniable que le transport rural des personnes et des biens constitue pour le producteur aussi bien une dépense qu'un risque, à cause de l'insécurité routière sur les trajets ruraux du bassin de production des Bamboutos (Meli et al., 2019). Cette dépense participe fortement à rendre les activités traditionnelles de production de maïs et de haricot assez précaires.

La matière commerciale que constituent les maïs et le haricot devient une ressource importante de production de revenus financiers pour diverses catégories : commerçants, transporteurs et manœuvres, qui sans participer directement à la production agricole proprement dite, vivent à partir des économies développées autour de ces denrées. Compte tenu de la faible mise en commun des producteurs, plus précisément dans le cadre des filières maïs et haricot, les ces derniers subissent les prix, et par ricochet, ils bénéficient moins des retombés économiques de leurs investissements par rapport aux autres acteurs (commerçants et transporteurs). Ces derniers prélèvent d'importants revenus financiers sur l'achat et la revente du maïs et du haricot. À partir de ce constat, il ne fait plus aucun doute que le producteur est le plus vulnérable, pour ne pas dire qu'il reste plus pauvre sur l'échiquier commercial, pour une production dans laquelle il est le plus investi. Il n'est donc pas prématuré de conclure sur l'idée que le producteur représente dans ces deux filières le parent pauvre de l'économie agraire en dépit de l'importance significative financière, matérielle et humaine des ressources déployées.

Plusieurs approches d'analyse des rapports villes – campagne se sont bien limitées jusque – là à démontrer que la campagne travaille pour la ville sur le plan de la satisfaction des besoins en produit alimentaire (Ela, 1982 et 1990 ; Koffi-Bikpo et al., 2018). Mais la réalité est bien plus complexe aujourd'hui. Les crises multiformes traversées par les par les pays africains ont considérablement limité le pouvoir d'achat des populations, et cela est plus

perceptible dans les milieux urbains caractérisés par la forte marchandisation de l'économie. On peut alors constater la complexité dans laquelle les campagnes continuent de travailler pour nourrir la ville. Cependant, les implications de la croissance démographique urbaine sont telles que les villes travaillent aussi pour se nourrir elles-mêmes¹⁴ et pour pallier aux déficits causés par l'insuffisance en quantités des denrées produites par les ruraux. Dans cette figure, le village nourrit les villes, de même que les villes moyennes se nourrissent elles même et les métropoles avec elles.

D'autres analyse ont également tôt fait de conclure sur une exclusivité féminine de l'économie de production du le vivrier marchand (Kueté, 2012 ; Droy, 1990 ; Guetat-Bernard et de Suremain, 2014 ; Guetat-Bernard et Texier-Teixeira, 2014). Mais il est très courant de constater au sein de plusieurs exploitations familiales aujourd'hui une complémentarité entre les hommes et les femmes dans la réalisation des initiatives agricoles vivrières (Kouna Binélé, 2023). Si de façon officielle, il est observé une plus forte mobilisation des femmes, il n'en demeure pas moins que les hommes agissant en arrière-plan et établissent avec leurs épouses des « *compromis de couple* » (Meli et al., 2017) qui participent fortement à garantir l'équilibre familial et surtout à préserver les modèles culturels de division sexuée du travail. Le cas de la production et de la commercialisation du vivrier marchand haricot et maïs s'inscrit pleinement dans cette logique de « *compromis* » surtout en ce qui concerne l'utilisation des revenus financier pour assurer l'équilibre familial. Aussi, la prise de conscience évidente des acteurs hommes et femmes quant à la contribution effective officielle et/ ou officieuse de chacune des entités en ce qui concerne la mobilisation ou la mise à disposition des ressources de production est indispensable à la réalisation de leurs entreprises agricoles.

Conclusion

La présente contribution permet de rendre compte des inégalités qui définissent et structurent le marché vivrier céréalié dans le bassin de production des Bamboutos. Il s'agit en premier lieu de la forte mobilisation des capitaux divers par les producteurs pour la réalisation de la production agricole de maïs et de haricot. Ces producteurs sont soumis à de besoins sociaux pluriels donc l'issue financière dépend fortement des revenus tirés de l'économie agraire. Pourtant, l'absence de mécanisme ou politique de régulation des prix sur les marchés locaux entraine une forte précarité des producteurs (Bignebat et al., 2024). Ils sont forcés de subir des coûts de commercialisation ne leur permettant ni de sécuriser, ni de recouvrer ou encore moins de fructifier leurs investissements agricoles. Comme le fait remarquer

¹⁴ L'analyse reste focalisée ici sur les aspects du ravitaillement des villes en céréales alimentaires.

Courade « *il est certain que l'on confie de plus en plus au marché le soin de réguler prix, offre et demande* » (1999 : 64), une tendance qui accorde un champ plus important de pouvoir aux détenteurs de grands capitaux tels que les commerçants grossistes locaux et métropolitains. Ces derniers contrôlent ainsi les prix et imposent des logiques marchandes que les producteurs sont tenus de subir malgré que celles-ci leur soient en général défavorables. C'est suivant cette absence d'accompagnement institutionnel de la production et de commercialisation du vivrier que les producteurs restent fortement vulnérables et par ricochet, ils peinent à s'épanouir et à se produire socialement à partir de leur travail agricole.

Conflits d'intérêt : Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêt.

Disponibilité des données : Une partie de nos données collectées servira à des travaux scientifiques ultérieurs.

Déclaration de financement : Les auteurs n'ont bénéficié d'aucun financement pour cette recherche.

Etudes humaines : Cette étude a été initiée par deux chercheurs indépendants et a été approuvée à la suite du processus de révision par un collège de pairs et conformément à la procédure de publication de *European Scientific Journal*. Les données de terrain ont été collectées avec le consentement des informateurs clés ciblés et leur utilisation a été faite suivant les prescriptions éthiques de la recherche scientifique.

References:

1. AGBOTA E., HADONOU C. J., VODONOU K., & DOUBOGAN Y.O., (2023). Vulnérabilité des producteurs périurbains de vivrier face aux contraintes agrométéo-climatiques et socioéconomiques à Parakou in *recherches et regards d'Afrique*, vol 2, n°5, pp. 216-242
2. ARNAUD O., SADOUNG G., YAKANA Y., & FOSSI L., (2023). Diagnostic de la filière pomme de terre au Cameroun. Rapport final. cgiar.org
3. BIGNEBAT C., MELOT, R., MOUSTIER P., RAYNAUD E., & SOULLIER G., (2024). Effets de la gouvernance territoriale et des chaînes de valeur sur la sécurité alimentaire : exemples au Sénégal, au Maroc et en France. oapen.org
4. COURADE G., (1999). « Les paysanneries du Sud et la libéralisation des échanges » in Haubert, M. (Dir), *L'avenir des paysans : les mutations de l'agriculture familiale dans les pays du sud*, Paris, PUF, pp. 61 – 75.

5. DROY I., (1990). *Femmes et développement rural*, Paris, Karthala, 181p.
6. EBALA A. P., (2017). Le vivrier marchand dans la lutte contre la pauvreté des ménages en milieu rural : le cas du département de la Mvila dans le sud Cameroun, Thèse de doctorat en « Géographie », Université Bordeaux Montaigne, 381.
7. ELA J-M., (1983). *La ville en Afrique noire*, Paris, Karthala
8. ELA J-M., (1990). *Quand l'État pénètre en brousse : les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala, 272 p.
9. ELA J-M., (1998). *Innovation sociales et renaissance de l'Afrique noire : les défis du « monde d'en bas »*, Paris, et Montréal, L'Harmattan, 422 p.
10. FONGANG G. H., (2008). Les mutations du secteur agricole Bamiléké (Cameroun) étudiées à travers ses acteurs : une analyse à partir des localités de Fokoué et de Galim, thèse de doctorat en « sociologie » Institut des sciences des services et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech) 413 p.
11. FOUTEM T., (2022). Activités de production et syndicalisme en Afrique et au Cameroun : XIXe & XXe siècles : mélanges en hommage au professeur Léon Kaptué. - Paris : L'Harmattan, ISBN 978-2-14-020808-9. p. 157-178.
12. GUETAT-BERNARD H. & DE SUREMAIN M-D., (2014). « Conclusion, questions et débats pour les agricultures familiales de demain ». In Guetat-Bernard, H (Dir), *Féminin-masculin : genre et agriculture familiale*, Ed, Quae, PP.219-225.
13. GUETAT-BERNARD H. & TEXIER-TEIXEIRA P., (2014). « Introduction inégalité de genre et gestion sociale des ressources ». In Guetat-Bernard, H (Dir), *Féminin-masculin genre et agriculture familiale*, Ed, Quae, PP.15-19.
14. HATCHEU E. T., (2000). Les commerçants et les transporteurs dans l'approvisionnement du vivrier et la distribution alimentaire à Douala (Cameroun), Bulletin de l'APAD [En ligne],19|2000, mis en ligne le 12 juillet 2006, consulté le 19 avril 2019. <http://journals.openedition.org/apad/431>.
15. HOUINSOU T. A., NASSIHOUNDE C. B. KPATOUKPA K. B & GUEDEGBE O. D., (2019). « Circuit et performance de commercialisation des produits vivriers de la dépression de Lama (communes de Toffo et Zogbodomey) au sud du Bénin », in *Afrique science* N°15 vol 3. Pp 142 – 159.
16. KEITA M., (2019). *Relation entre foncier-pratiques paysannes et environnementales. Cas du bassin de Bankalan, préfecture de Kankan en Haute-Guinée*, Paris, L'Harmattan, 302 p.

17. KOFFIE – BIKPO C. Y., KANGA K. M-J. & KOFFI K. M., (2018). « Identification du principal facteur de développement des produits vivriers dans les régions du GBEKE et du HAMBOL par l'analyse à composante principale » in *Géographie et Développement*, Tome 3, L'Harmattan, pp 53 – 64.
18. KOUNA BINELE M. S., (2023). Quand le vivrier marchand remplace les cultures de rente : Des flux pour alimenter Yaoundé, capitale du Cameroun : les routes de la filière manioc depuis le Pour. [HTML]
19. KUETE M., (2012). *Café et acteurs de la caféiculture des hautes terres de l'Ouest-Cameroun : grandeur et crise d'une plante identitaire*, Paris, L'Harmattan, 323p.
20. MBONDO G. D., AWOUTCHA R. F. T., & MBATOUNGA H. M., (2023). Développement local et inégalités de revenus au Cameroun : une étude de l'interaction sous le prisme de l'approche par les capacités de Sen. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4 (4). revuefreg.fr
21. MELI V., YONG J. & MAWOH G., (2017). « Femmes paysannes et dynamiques sociales d'accès aux ressources de production à l'Ouest-Cameroun » In Nká' Lumière, revue interdisciplinaire de la faculté de lettres et sciences humaines de l'université de Dschang, N° premier semestre 2017. ISBN 978-9956-621-73-2, pp 113 – 132.
22. MELI V., KAFFO C., YONG J., & DOUGTIO N., (2019). « Femmes Bayam –Sallam : insécurité tous azimut, résistance et innovation sur les routes rurales dans les Bamboutos à l'ouest – Cameroun » in BATIBONAK Sariette et Paul (Dir), *conjectures autour des marginalités*, Yaoundé, MONAGE, PP 23 – 42.
23. NGAPGUE J-N et TSALEFAC M., (2010). « Déprise caféière et conquête paysannes des anciennes plantations coloniales de Fombot (Ouest Cameroun) ». In Nkankeu, F et Bryant, C., (Dir), *regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socioéconomiques-15 politiques au Cameroun*, Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale, Département de Géographie, Université de Montréal, PP.189-201.
24. NODEM J.-E., (2018). « Les paysans dans la tourmente dans le versant sud des monts Bambouto », in *Emergence SUD*, N°1, presses universitaires du nouveau monde, pp 91 – 107.